En grève le 17 juin contre le génocide à Gaza !

Paris, le mardi 10 juin 2025

Depuis maintenant 20 mois, Israël commet impunément un génocide sur le peuple palestinien de Gaza. Tous les jours, nous sommes les témoins de nouveaux massacres par l'armée israélienne. De Gaza, il ne reste plus rien : ni hôpitaux, ni écoles, ni infrastructures permettant aux palestinien·nes de survivre. Le gouvernement Netanyahou empêche l'aide humanitaire de rentrer depuis des mois. Les habitant·es de Gaza sont bombardé·es et meurent de faim. La situation en Cisjordanie est également alarmante : la colonisation se poursuit, des attaques meurtrières sont commises régulièrement dans les camps de réfugié·es et des palestinien·nes sont fait·es prisonnier·es arbitrairement et torturé·es.

Nous, personnels de l'éducation et citoyen·nes, ne pouvons rester sans rien faire face à cette horreur. Nos voix comptent et nous devons les utiliser pour dénoncer haut et fort les crimes perpétrés par l'armée d'occupation israélienne.

Nous dénonçons la complicité du gouvernement français dans ce génocide et la répression qui s'abat sur toutes les voix qui apportent leur soutien au peuple palestinien. Dans l'Éducation nationale et l'Enseignement Supérieur, elle vise autant les personnels que les élèves et les étudiant·es :

- une enseignante de lycée a été notifiée d'une sanction (blâme) après avoir été suspendue pour avoir observé une minute de silence avec des lycéen·nes demandeurs d'un temps de recueillement en hommage aux victimes de Gaza ;
- des lycéen·nes ont été menacé·es de sanctions pour avoir déployé un drapeau palestinien lors d'une action éducative ;
- des étudiant·es ont été interdit·es d'accès à leur lieu d'étude suite à leur participation à des actions de solidarité avec les Gazaoui·es.

Cette liste s'allonge tous les jours : les personnels de l'éducation qui affichent leur solidarité avec Gaza en publiant des photos ou vidéos des rassemblements qu'ils et elles organisent devant leurs établissements subissent du harcèlement sur les réseaux et des pressions d'élu.es et de leur hiérarchie. Pour nos organisations, ces pressions sont inacceptables. Nous exigeons qu'elles cessent et que la sanction à l'encontre de notre collègue de Sens soit purement et simplement retirée !

Face à l'horreur et à la répression, organisons-nous ! Nos organisations syndicales parisiennes SUD éducation, CGT Educ'action, SNETAA FO et CNT-STE appellent à une journée de grève contre le génocide à Gaza et contre la répression le mardi 17 juin ainsi qu'à un rassemblement à 14h devant le Ministère de l'Education, à l'appel de l'intersyndicale de l'Yonne.

Stop au génocide ! Sanctions contre Israël ! Stop à la répression et zéro sanction !

Plus jamais ça, c'est plus jamais ça pour personne !